



Le 13 octobre, mobilisé.es contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes

Forte de la mobilisation historique pour les retraites, l'intersyndicale a décidé de prolonger son action pour gagner des droits en faveur du monde du travail. Les organisations syndicales et de jeunesse sont unanimes sur la nécessaire égalité femmes-hommes, sur l'augmentation des salaires, du SMIC, des pensions, des minima sociaux et bourses d'études, mais aussi sur la conditionnalité des aides publiques aux entreprises. L'intersyndicale rappelle que les exonérations et allègements de cotisations sociales accordés aux employeurs fragilisent notre système collectif de protection sociale. Elle appelle, le 13 octobre, à se mobiliser par des rassemblements, des manifestations, des actions, y compris par la grève et des débrayages, pour plus de justice sociale.

Pourquoi se mettre en grève et rejoindre des cortèges ?

Pour nos salaires

Alimentation (+16,3% en un an), loyer (+14%), énergie (+6,8%), transports : tout augmente sauf les salaires. Le FMI estime que depuis 2022, 45% de l'inflation est due à la hausse des profits des entreprises. Pourtant, le gouvernement continue d'attribuer 200 milliards d'aides aux entreprises chaque année, sans rien exiger en contrepartie.

Grâce aux nombreuses mobilisations dans l'entreprise, c'est l'augmentation générale des salaires qui est aujourd'hui le mot d'ordre commun : du salaire net pour vivre au jour le jour et du salaire brut (maladie, maternité, chômage, retraite...) pour nous protéger tout au long de nos vies.

La CGT est mobilisée pour l'indexation des salaires sur les prix pour que les fiches de paye ne soient plus amputées par l'inflation. Le point d'indice doit être augmenté de 10% pour compenser les pertes de pouvoir d'achat depuis 2010. Les grilles doivent être refondues et les primes rendues automatiques et alignées sur le reste de la Fonction publique d'Etat (30% en complément du salaire indiciaire).

Pour l'égalité

Malgré l'affichage « grande cause nationale », les femmes sont toujours payées un quart de moins que les hommes, en moyenne.

La CGT est mobilisée pour l'égalité salariale et professionnelle : revalorisation des métiers à prédominance féminine ; refonte et transparence pour l'Index ; pénalisation des employeurs qui discriminent.

Pour nos services publics

Hôpitaux, petite enfance, aide à l'autonomie, travail social, écoles... nos services publics sont à l'agonie. L'enseignement supérieur et la recherche sont au plus mal, avec un manque criant de postes et des budgets toujours plus contraints. Mais pour Emmanuel Macron : « avec leur budget, [les universités devraient] faire beaucoup mieux », et la ministre S. Retailleau, en total décalage avec notre quotidien, estime qu'il y a dans les universités « un argent public qui dort ». Les organismes de recherche, quant à eux, sont clairement dans le viseur des préconisations du rapport Gillet, qui propose de leur confier, sans moyens, la mission supplémentaire d'agence de programmes, tout en leur demandant d'apporter leurs forces régionales aux grandes universités de recherche devenues les principaux décideurs.

La gabegie est plutôt à chercher du côté de l'externalisation croissante de nos métiers. Le scandale du lancement du logiciel de mission en est une illustration : en recourant à un prestataire extérieur, la direction du CNRS a validé le

lancement d'un logiciel truffé de bugs, d'une immense complexité technocratique, qui plus est en payant au prestataire 3€ par mission, à la charge des laboratoires.

La CGT est mobilisée pour des investissements massifs dans les services publics, notamment pour un plan pluriannuel de création d'emplois dans l'enseignement supérieur et la recherche, la titularisation de toutes les précaires sur poste pérenne et la fin des nouveaux contrats précaires (chaire professeur junior, contrat de mission...), ainsi que le renforcement des crédits de base dans nos laboratoires, et la rénovation de l'immobilier, en bonne partie constitué de passoires thermiques.

Pour l'environnement

Les conséquences du dérèglement climatique sont dramatiques. La parole des scientifiques est insuffisamment prise en compte sur ce sujet. Il est urgent d'agir pour une transition écologique socialement juste et une réelle planification, construite avec les travailleuses et travailleurs, afin d'anticiper les besoins en formation et qualification ainsi que la création ou recréation de filières entières. Au lieu de cela, Macron n'a rien annoncé de concret le 25 septembre, à part des mesurette recyclées d'annonces antérieures.

La CGT est mobilisée pour conditionner les aides publiques à des critères sociaux et environnementaux élaborés avec les salarié·es et leurs représentant·es.

Pour nos retraites

La réforme des retraites qui s'applique depuis le 1^{er} septembre est toujours aussi injuste, brutale, injustifiée et impopulaire. Depuis le 1^{er} septembre, les personnes nées à partir du 1^{er} septembre 1961 devront attendre 62 ans et 3 mois pour prétendre à la retraite. L'âge légal sera ensuite progressivement décalé de trois mois chaque année, pour atteindre 64 ans en 2030. Au recul de l'âge légal s'ajoute l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation (Loi Touraine 2014). Ainsi, la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein augmente progressivement d'un trimestre supplémentaire par an, passant de 42 ans aujourd'hui à 43 ans, dès 2027 au lieu de 2035.

La CGT est mobilisée pour la retraite à 60 ans et avant en cas de pénibilité, ainsi que la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite.

Pour nos droits

De nombreuses luttes font irruption dans le paysage médiatique. Elles ne sont que la pointe de l'iceberg. Partout où les salarié·es s'organisent dans un syndicat, le rapport de force se renverse et des avancées concrètes et quotidiennes deviennent possibles (voir cgt.fr/luttes-gagnantes).

La CGT est mobilisée pour rassembler les salarié·es, écouter et porter les revendications, les représenter dans les instances et dans les mobilisations et gagner des avancées réelles et durables dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs.